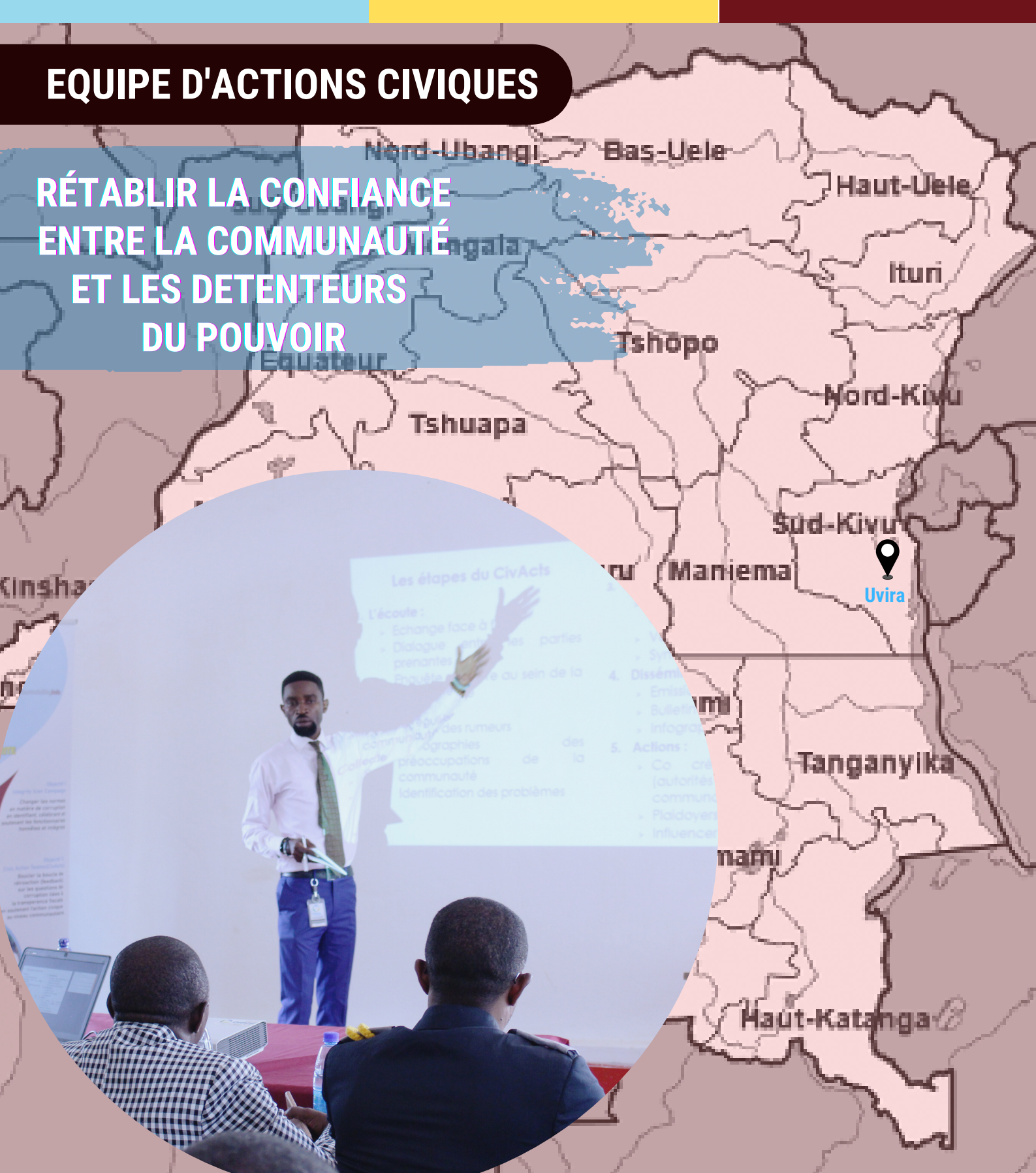


EQUIPE D' ACTIONS CIVIQUES

RÉTABLIR LA CONFIANCE ENTRE LA COMMUNAUTÉ ET LES DETENTEURS DU POUVOIR



Vol. 7

© Juin 2023

Les équipes d'action civique (CivActs) sont une plateforme pionnière de feed-back, de dialogue et de voix communautaire pour assurer la redevabilité dans le processus de développement.

INTRODUCTION

La participation citoyenne est l'un des piliers de la bonne gouvernance qui permet aux citoyens de s'impliquer dans les processus de prise de décision et de la mise en œuvre de celles-ci. Pour ce faire, le pouvoir devrait mettre en place des mécanismes devant assurer la participation des citoyens à travers la consultation avant et après la prise de décision.

Cette pratique permet non seulement au pouvoir d'asseoir sa politique de gestion de la chose publique, mais aussi de redonner confiance aux administrés à se sentir concernés par les actions mises en place pour la bonne marche et le développement de la communauté. Les administrés engagés et responsables suivent les actions de leurs autorités, qui à leur tour, travaillant en toute redevabilité favorisant une collaboration entre ces deux parties et la cocréation des solutions aux problèmes identifiés au sein de la communauté.

Pour arriver à réussir ce schéma de gouvernance, à travers le programme renforcer l'intégrité en RDC, le CEDEJ-GL sous l'accompagnement de Accountability lab appui chaque trimestre les CFAs (Associés communautaires) de Kiliba, Makobola, Kigongo et Uvira ville, dans la collecté des avis et opinions des membres de ces communautés afin de le transmettre aux autorités pour la recherche des solutions.

Au cours de 5 trimestres précédents, ces enquêtes ont permis à la communauté d'identifier les problèmes qu'elle rencontre dans le cadre de : i) la gouvernance locale, ii) la communication, iii) le budget participatif et iv) les élections.

Durant le mois de septembre, une sixième collecte a été effectuée auprès de 1006 personnes dont 436 hommes et 570 femmes dans le but de mesurer la portée des changements déjà enregistrés dans la communauté.

Ce rapport, résume les informations recueillies auprès des membres de la communauté de la période allant du 12 au 20 septembre 2022 à Kiliba, Kigongo, Makobola et Uvira ville sur des questions en rapport avec la participation citoyenne, la communication, la transparence fiscale et les élections.

Au-delà de résumer les informations collectées, nous les avons aussi interpréter sur base d'autres témoignages faits par les membres de la communauté en dehors du questionnaire et des observations faites sur le terrain lors de la collecte par les associés communautaires. ce rapport d'information est clôturé par une conclusion qui présente les évolutions déjà faites et les efforts encore à fournir pour arriver à restaurer la confiance entre les autorités et les membres de la communauté.

Ce rapport sera utilisé pour les sensibilisations et les échanges entre les autorités et les membres de la communauté sur la participation citoyenne, la communication, la transparence fiscale, les élections en vue la pérennisation des acquis du programme dans le cadre la mise en place des mécanismes de collaboration entre autorités et population afin de promouvoir la redevabilité et la lutte contre la corruption dans la gestion de nos entités.

ASPECTS GENERAUX



Femme Homme

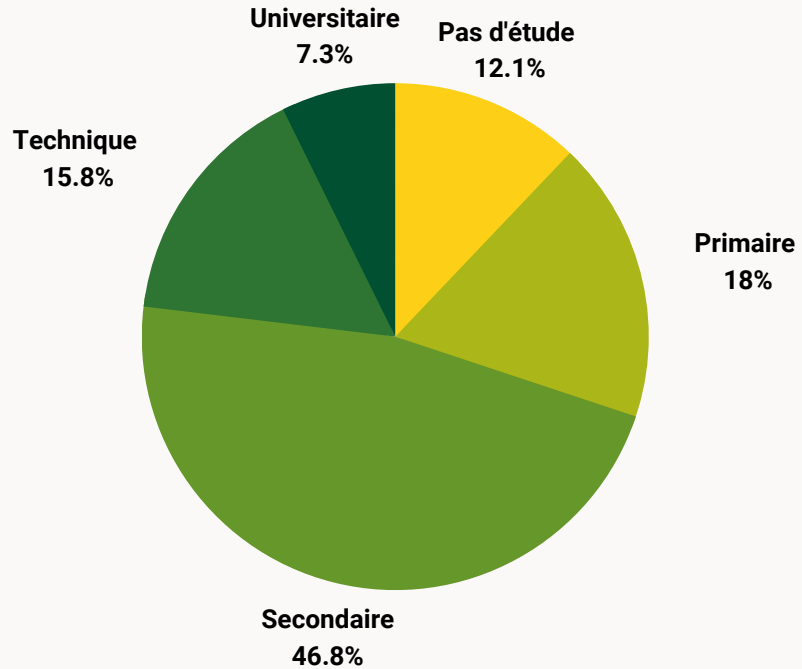
**570
56.7%**

**436
43.3%**

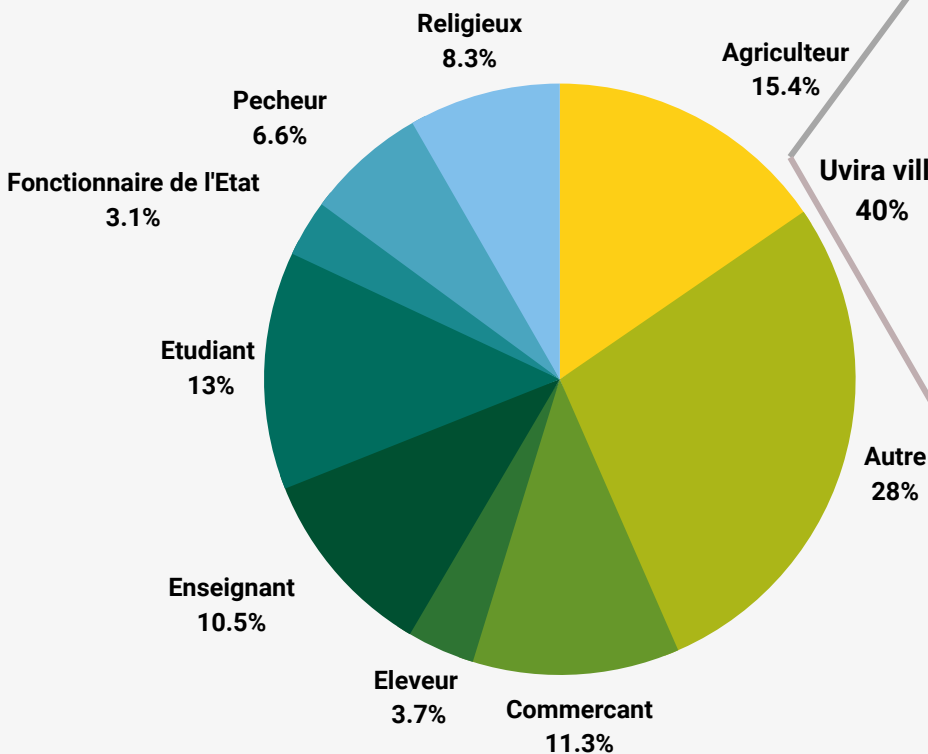


**Age moyen
25 à 34 ans**

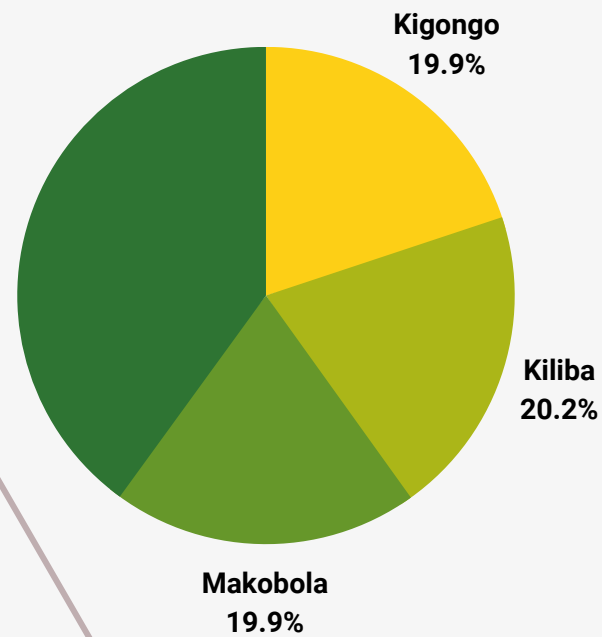
ETUDES FAITES



OCCUPATION PROFESSIONNELLE

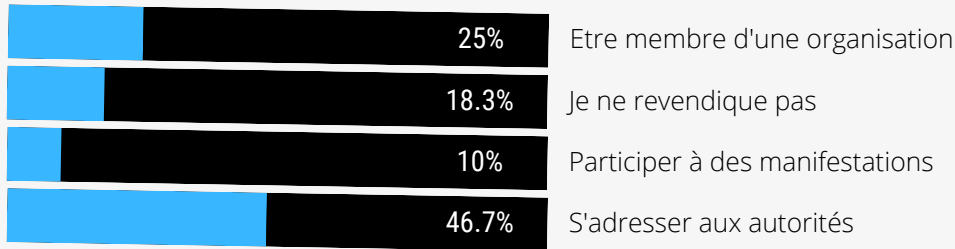


LIEU D'HABITATION



Exigence de la redevabilité

Comment revendiquez-vous vos droits auprès des autorités



Ces résultats montrent, comparativement à ceux de la précédente collecte, que le nombre de gens qui ne revendiquent pas continue à baisser. La culture de revendication s'exerce comme forme d'exigence de redevabilité par les citoyens à travers la participation aux manifestations selon 10% des enquêtés, en appartenant à une organisation de la société civile selon 25% et 46,7% des personnes qui s'adressent directement aux autorités.

Au regard de ces résultats, nous pouvons conclure que la culture de l'exigence de la redevabilité s'installe dans la communauté.

Pourquoi ne revendiquez-vous pas ?



Ceux qui ne revendiquent pas présentent les raisons suivantes: le non changement des comportements des autorités par 6,4%, la corruption par 3,4% et le manque de confiance à 4,1%. Ces résultats démontrent que si les autorités affichent un nouveau comportement qui les amène à répondre aux questions (besoins) de la communauté en évitant de demander l'argent en échange des actions, la confiance sera restaurée et la peur de les aborder va se dissiper. dans la communauté.

Qualité et appréciation de la gouvernance locale

Niveau de satisfaction de la communauté face à la gestion de l'entité



50.2%
Non satisfait



49.8%
Satisfait

Ces éléments montrent que 50,2% d'interviewés ne sont pas satisfaits de la gestion de leur entité contre 49,8% qui le sont. En comparaison avec les résultats des précédentes récoltes, on note une nette évolution de 44,3% au trimestre précédent à 49,8% ce trimestre du nombre des personnes qui apprécient la gestion de leur entité bien qu'il y est encore des efforts à fournir.

En accord ou désaccord avec phrase suivante : "La plupart des autorités locales qui vous servent sont prêtes à répondre aux questions des citoyens".

De l'ensemble de personnes interviewées, 64,5% affirment que les autorités qui les gouvernent ne sont pas prêtes à répondre à leurs questions. Comparativement aux résultats des trimestres précédents, une grande partie de la population témoigne que certaines autorités ne sont pas prêtes à répondre à leurs questions. Selon les associés communautaires, se basant sur les infos collectées et observations, cette situation est due aux désaccords entre certaines membres de la communauté et leurs autorités sur la gestion de la cité.

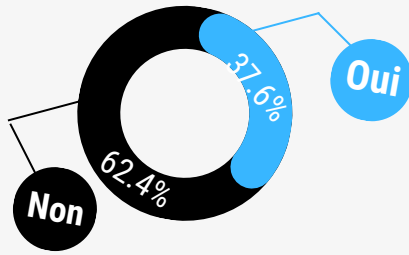


64.5%
Désaccord



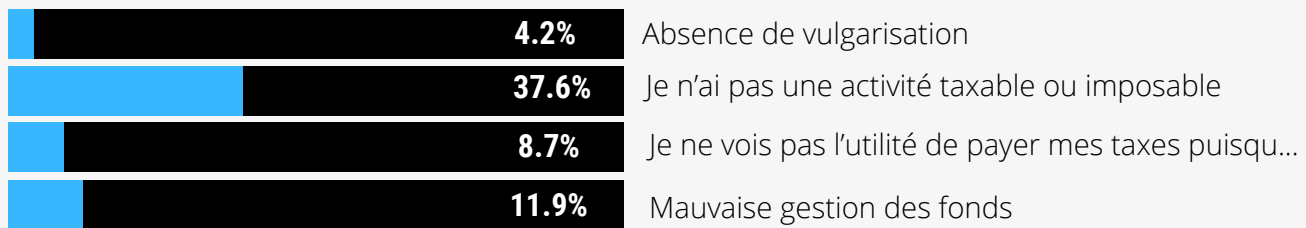
35.5%
D'accord

Vous acquittez-vous régulièrement de vos obligations fiscales



D'après ces résultats, on note que la majorité des personnes interviewées ne paient pas leurs taxes et impôts. Néanmoins, il intéresse de noter une évolution de 11,5% du nombre de ceux qui s'acquittent de leurs obligations fiscales (passé de 26,1% au trimestre précédent à 37,6% ce trimestre).

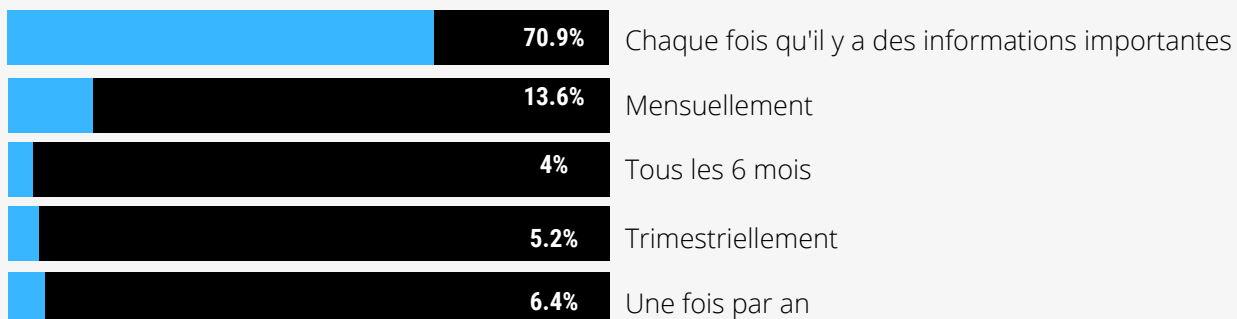
Si non pourquoi ?



Pour ce trimestre, ceux qui s'acquittent pas des obligations fiscales en partie c'est à cause du manque d'activité taxable selon 37,6% des enquêtés; la mauvaise gestion des fonds collectés selon 11,9% et 8,7% ne paie pas pour faute de connaissance sur l'utilité de le faire. Ces résultats dégagent un changement évolutif de comportement des contribuables vu que au trimestre précédent, c'était 13,2% qui ne paient pas les taxes et impôts à cause de la mauvaise gestion des fonds sur 13,2% et 41,4% qui prétextaient ne pas avoir des activités taxables le trimestre passé. Notons que l'inactivité est la principale raison qui fait les gens ne paient pas; et une minorité (4,2%) ne paie pas les taxes et impôts à cause de l'absence de la vulgarisation des lois en cette matière.

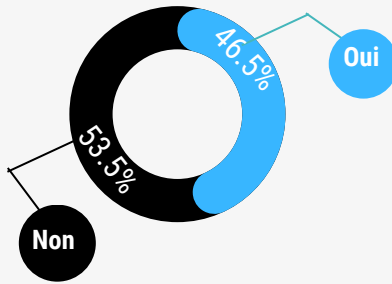
COMMUNICATION

A quelle fréquence les autorités locales communiquent-elles avec vous ?



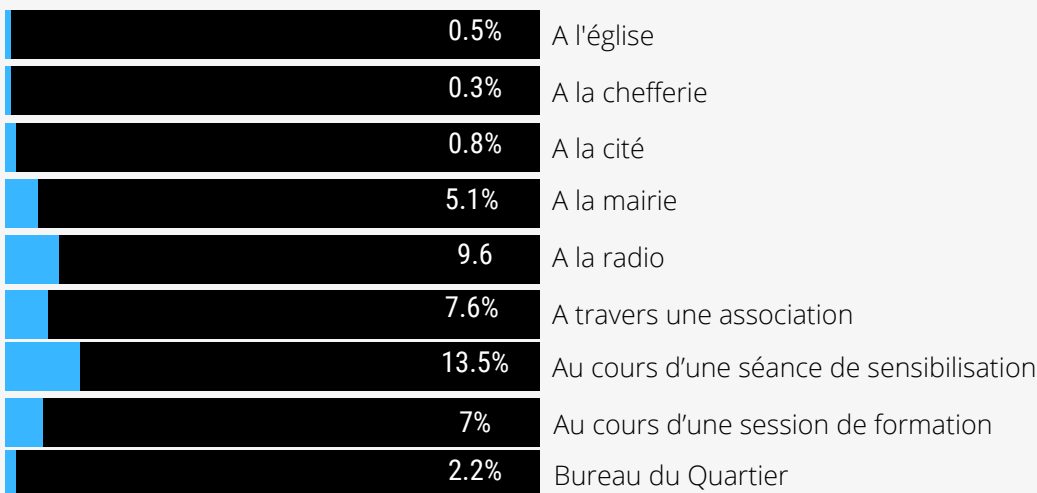
70,9% d'interviewées disent que les autorités locales communiquent avec elles chaque fois qu'il y a d'informations importantes à partager. Comparativement au trimestre précédent, on remarque une amélioration du niveau de la communication entre les autorités et les membres de la communauté : 11% de plus de personnes qui le témoignent.

Savez-vous qu'il existe un budget pour la gestion de votre entité ?



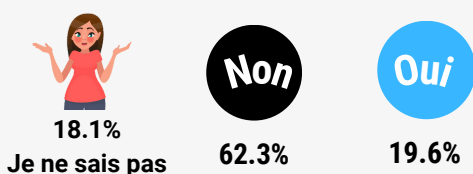
De l'ensemble de personnes interviewées, 46,% disent savoir qu'il existe un budget pour la gestion de leur entité contrairement aux dernières collectes où seuls 41,9% en étaient informés. L'on remarque que les sensibilisations permettent aux membres de la communauté d'être informés sur l'existence du budget pour la gestion de leurs entités respectives.

Si oui, où avez-vous eu accès aux informations budgétaires



Ceux qui sont au courant de l'existence du budget de leur entité, l'ont appris à 13,5% au cours des séances de sensibilisation, 0,3% l'ont appris à la chefferie et 2,2% aux bureaux des quartiers. De ces données, l'on remarque que l'accès aux informations du budget l'est à travers plusieurs moyens mais les plus utilisés sont : les séances de formation des ONGs (3.9% au trimestre 5 et 7% à ce trimestre), et celles de sensibilisations (7,7% au trimestre 5 et 13,5% à celui-ci), permettent aux membres des communautés d'être informés sur l'existence du budget dans leurs entités. Il est important de promouvoir ces deux moyens afin de permettre qu'une majorité de la population soit informé de l'existence du budget.

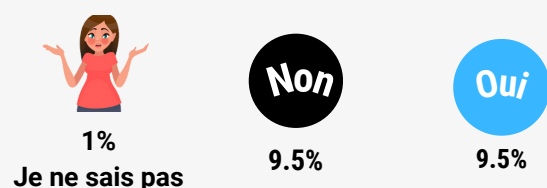
Existe-t-il dans votre entité des séances de consultation pour l'élaboration du budget ou de vote du budget ?



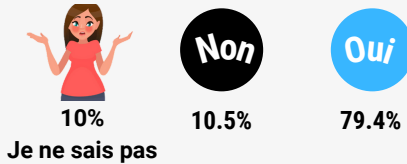
De l'ensemble de personnes interviewées, 62,3% affirment qu'il n'existe pas encore de séances de consultation pour la rédaction ou le vote du budget dans leurs entités. Cette situation s'expliquerait vu que l'élaboration du budget n'est pas encore faite dans les entités où s'implémente le programme.

Avez-vous déjà été consulté lors de la rédaction ou du vote du budget de votre entité ?

Parmi ceux qui affirment l'existence des consultations lors de la rédaction et du vote du budget dans leur milieu, 9,5% disent avoir déjà été consulté et 9,5% autre ne l'ont jamais été mais en ont déjà entendu parlé.



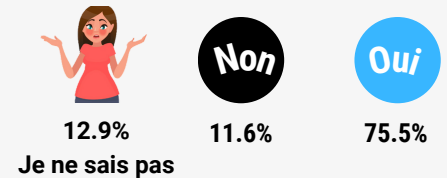
Savez-vous que participer aux élections est un droit et un devoir citoyen ?



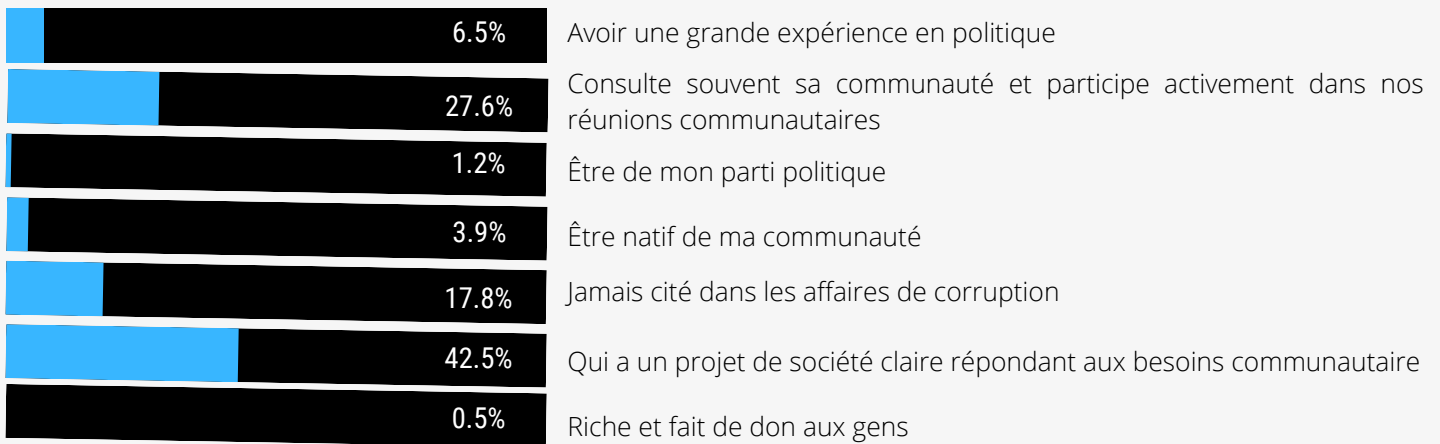
79,4% des personnes interviewées affirment savoir que participer aux élections est un droit et un devoir citoyen et 10,5% ne le savent pas.

Avez-vous l'intention de voter aux prochaines élections ?

Au regard de ces résultats, nous pouvons noter qu'il y a une évolution dans le chef de la population qui témoigne vouloir participer aux prochaines élections : 75,5% de personnes interviewées affirment avoir l'intention de voter aux prochaines élections alors que lors de la collecte précédente il y avait que 68.1%. Seule 11,6% des interviewés ne comptent pas participer aux prochaines élections, pendant qu'au trimestre passé c'était 17,4% qui n'avait pas l'intention de participer aux élections.

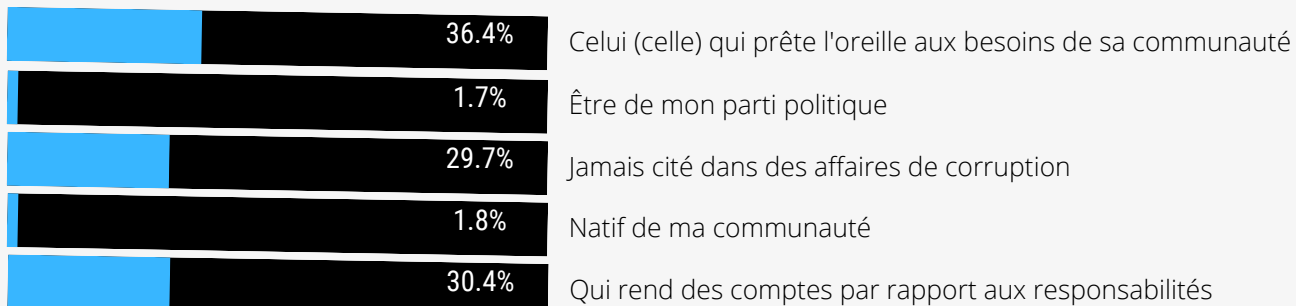


Selon vous, quels sont les critères que doit avoir un bon candidat aux élections pour un poste de prise de décisions dans votre communauté ?



Selon 42,5% d'interviewés, avoir un projet de société clair et répondant aux besoins de la communauté est le critère primordial que doit avoir un bon candidat à un poste de prise de décisions dans sa communauté. 27,6% pensent par contre que le bon critère pour un candidat aux élections pour un poste de prise de décision dans sa communauté, est que celui-ci doit consulter souvent sa communauté et participer activement au sein de celle-ci. L'on peut déduire que la population a développé le sens de redevabilité et aspire au changement en faisant des votes responsables et objectives.

Selon vous qu'est-ce qu'un candidat redevable envers sa communauté ?



D'après ces résultats, 36,4% des interviewés estime qu'un candidat redevable envers sa communauté est celui qui prête oreille aux besoins de sa communauté; pour 30,4% c'est celui qui rend compte par rapport aux responsabilités et 29,7% celui qui n'a jamais été cité dans les affaires de corruption, c'est seulement 1,7% pensent à l'appartenance à son parti politique comme critère de vote. Nous remarquons qu'il y a une certaine avancée dans la définition des critères de vote qui tiennent compte de la redevabilité dans le chef de la population.

Engagée pour contribuer à la restauration de la redevabilité, en restaurant la confiance entre la population et les autorités, les processus de collecte des données permettent aux membres de la communauté de donner leurs avis et opinions sur i) la gouvernance locale, ii) la transparence fiscale, iii) la communication, iv) budget participatif, v) sécurité et vi) les élections ; pour évaluer le niveau d'engagement de ces parties prenantes dans la co-création des solutions aux problèmes identifiés au

Menées dans les communautés d'Uvira, Kiliba, Kigongo et Makobola, ces enquêtes de la 6ème phase ont déjà touchées 1006 personnes dont 436 hommes et 570 femmes et ont permis de recueillir les réponses ci-après :









- **La gouvernance locale** : les membres de la communauté ont développé les capacités de revendication de leurs droits en s'adressant directement à leurs autorités ou encore à travers des actions des mouvements citoyens auxquels ils appartiennent. On a aussi noté qu'une franche de la population ne revendique pas à cause, selon elle, du non changement des comportements des autorités à 6.4% des personnes enquêtées. Prêt de 64.5% de la population a témoigné que les autorités ne sont pas prêtes à répondre à leurs préoccupations, ceci étant justifié par les faits dans certains endroits de la ville, à Makobola et Kiliba la population est en désaccords avec les autorités sur la gestion de l'entité. C'est ainsi qu'il est mieux de fournir des efforts supplémentaire de la part des autorités car le niveau d'appréciation de la gestion de l'entité reste faible par les membres de la communauté
- **La transparence fiscale** : le civisme fiscal demeure un problème dans les communautés où est implémenté ce programme. 62,5% de la population entendues ne s'acquittent pas de leurs obligations fiscales à cause du manque de confiance dans la gestion des recettes par les autorités. Une partie de ces gens 37.5% prétendent que c'est par manque des activités taxables et 11.9% justifie leur insolvabilité suite à la mauvaise gestion de fond qu'il existe de la part des agents collecteurs.
- **Pour ce qui est de la communication** entre les détenteurs de pouvoir et la population : il s'observe une amélioration dans les échanges entre ces deux parties, car 70,9% de la population apprécie la communication des autorités qui les contactent chaque fois qu'il y a une information importante à partager;
- **Pour ce qui est du budget participatif** : seule une minorité est au courant de l'existence du budget dans leur communauté (46,5%) et témoignent l'avoir su grâce aux suite des sensibilisations, des formations et/ou à des émissions radios qu'ils ont bénéficié de la part des organisations de la société civile et les comités des développement des quartiers. A ce jour, la population n'est pas encore consultée pour la sélection des priorités à prendre en compte lors de l'élaboration et le vote du budget de leur communauté, cela étant dû au fait que le budget n'est pas encore élaboré. Par contre, Il s'avère que l'intensification des sensibilisations et vulgarisation du budget est un moyen efficace pour permettre à la population d'être informée sur l'existence de celui-ci.
- **En ce qui concerne les élections** : la population a compris que les élections est un droit et un devoir civique (79,4%) et manifestent l'intention de participer aux prochaines élection (75,5%). Elle a aussi compris qu'un bon candidat est celui qui a un projet de société qui réponds aux besoins de la communauté et qui est redevable auprès de ses électeurs, prête oreille aux besoins de sa communauté, travaille pour les satisfaire et rend compte à celle-ci de ses responsabilités.



RECOMMANDATIONS




Au regard de ce qui précède, l'on peut soutenir que pour contribuer au rétablissement de la confiance entre la population et les détenteurs de pouvoir, bien des mesures et politiques restent à fixer afin de garantir l'implication et l'engagement de toutes ces parties prenantes dans la résolution des problèmes identifiés au sein de leur communautés respectives.

Pour ce faire, il convient de :

-  Aux autorités de répondre aux questions de leurs concitoyens chaque fois que ces derniers les leur présente.
-  Aux autorités de sensibiliser la population sur le sens du civisme fiscal afin de permettre à celle-ci de s'acquitter de ses obligations.
-  A la population de payer les taxes et impôts pour faciliter le pouvoir public à matérialiser les projets de développement au sein de leur communauté ;
-  Aux autorités d'intensifier les échanges et communication avec leurs administrés, se rendre abordable et disponible pour répondre aux besoins de ces derniers.
-  A la population d'approcher davantage les autorités qui les gouvernent et surtout leur partager leurs besoins et préoccupation.
-  Aux autorités de multiplier les séances de sensibilisations et vulgarisation ainsi que la production des missions radios pour informer et faire connaître à leurs administrés l'existence du budget et surtout les associés dans la conception, l'élaboration et le vote de celui-ci.
-  A la population de se faire informer sur le processus budgétaire et aussi faire le suivi de l'exécution de ce dernier une fois voté.
-  A la population de participer activement dans le processus électoral et surtout faire le vote redevable dans le choix des candidats



CONTACT US

-  www.accountabilitylab.org
-  cedej.glac@gmail.com / info@cedejglac.org
-  +243 995 092 615 / 899 926 448
-  © October 2022